

SOMMAIRE

Joseph-Adélar Godbout.....	2
Nominations	5
Chronique Louise Brisson	7
L'adolescence dure jusqu'à 24 ans ? Incertain.....	8
Tirer la langue.....	10
Mitsubishi Outlander PHEV 2026 :Une évolution ciblée.....	11



METTRE QUELQUES DOLLARS PAR SEMAINE DANS UN REER+ AVEC LA RETENUE SUR LE SALAIRE, ÇA PAYE.



Besoin de plus d'informations ? Balayer le
code QR pour prendre un rendez-vous avec
Paule Demers et son équipe.



www.fondsftq.com/rss

La souscription d'actions du Fonds de solidarité FTQ peut donner droit aux crédits d'impôt relatifs aux fonds de travailleurs. Les crédits d'impôt sont de 30 %, soit 15 % au Québec et 15 % au fédéral, et limités à un montant de 1 500 \$ par année d'imposition, ce qui correspond à la souscription d'actions du Fonds de solidarité FTQ d'un montant de 5 000 \$. Ces actions peuvent être détenues dans un REER au Fonds de solidarité FTQ et vous faire bénéficier des crédits d'impôt, en plus de la déduction REER à votre revenu. Ces actions peuvent également être détenues dans un compte hors REER au Fonds de solidarité FTQ. Dans ce cas, vous pouvez uniquement réclamer les crédits d'impôt. Ainsi, en souscrivant des actions du Fonds de solidarité FTQ détenues dans un REER au Fonds de solidarité FTQ, vous pouvez, selon votre situation fiscale, bénéficier d'économies d'impôt supplémentaires à la déduction REER habituelle. Le Fonds de solidarité FTQ utilise l'expression « REER+ » pour illustrer cet avantage fiscal bonifié

Veuillez lire le prospectus avant de souscrire des actions du Fonds de solidarité FTQ. Vous pouvez vous procurer un exemplaire du prospectus sur le site Web.fondsftq.com, auprès d'un responsable local ou aux bureaux du Fonds de solidarité FTQ. Les actions du Fonds de solidarité FTQ ne sont pas garanties, leur valeur fluctue et leur rendement passé n'est pas indicatif de leur rendement dans l'avenir.

UN PEU D'HISTOIRE Joseph-Adélard Godbout

Joseph-Adélard Godbout, agronome, enseignant, chef du Parti libéral du Québec et premier ministre du Québec (né le 24 septembre 1892 à Saint-Éloi au Québec; décédé le 18 septembre 1956 à Montréal).

Formation et début de carrière

Après des études classiques au Séminaire de Rimouski, puis d'agronomie à l'École d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière (une institution affiliée à l'Université Laval), il entre au Amherst Agricultural College de l'État du Massachussetts (voir Enseignement de l'agriculture). À son retour des États-Unis, il enseigne à l'École d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière (1918–1930) et travaille comme agronome pour le ministère de l'Agriculture (1922–1925). Ses préoccupations



professionnelles l'amènent à gérer l'exposition annuelle de chevaux à Sainte-Anne et à conseiller les cultivateurs pour la formation de troupeaux de race. Godbout se démarque de nombreux de ses contemporains par sa vision économique de l'agriculture plutôt qu'idéologique.

Porté au pouvoir avec l'appui des libéraux fédéraux, dont le lieutenant québécois du gouvernement de Mackenzie King, Ernest Lapointe qui fait campagne à ses côtés, Godbout accompli une œuvre impressionnante. Par les différentes mesures sociales et économiques que son gouvernement met en place, certains historiens ont vu en lui un précurseur de la Révolution tranquille. Ainsi, malgré l'opposition ouverte du cardinal Villeneuve, il accorde en 1940 le droit de vote

et d'éligibilité aux femmes, droits qu'elles réclament depuis 20 ans et qu'elles exercent sur la scène fédérale et dans les autres provinces.

Ernest Lapointe est le plus important collègue de Mackenzie King au Cabinet; il est représenté ici dans une caricature de Robert Lapalme (avec la permission du Cercle du Livre de France).

Godbout s'attaque aussi au problème de la fréquentation scolaire. Afin de faire obstacle à l'opposition possible du clergé catholique à l'adoption d'une loi sur l'instruction publique obligatoire (universelle et gratuite), le gouvernement de Godbout révèle les conclusions d'un rapport du surintendant du Département de l'instruction publique. Celui-ci souligne l'abandon scolaire massif après la quatrième année du primaire. Devant ces faits, le clergé catholique québécois qui a la mainmise sur le système d'éducation à l'époque, accepte que le gouvernement impose la fréquentation scolaire pour les enfants de 6 à 14 ans. La *Loi sur la fréquentation scolaire* obligatoire est adoptée le 26 mai 1943.

L'importance des mesures progressistes adoptées par le gouvernement d'Adélard Godbout (vote des femmes, instruction obligatoire, code du travail, etc.) qui ont pavé la voie au développement de l'État providence au Québec, est aujourd'hui reconnue par les historiens et sa mémoire commémorée. Une sculpture érigée à proximité de l'hôtel du Parlement rend hommage à ce précurseur de la Révolution tranquille. Dans différentes villes du Québec, plusieurs lieux ou édifices ont été nommés en son honneur. En 2000, le cinéaste Jacques Godbout lui a consacré un documentaire intitulé *Traître ou Patriote*.

Élections

Vous ne savez pas pour qui voter le 5 octobre prochain? Retrouvez les principaux engagements des partis politiques dans notre comparateur de programmes. Filtrez les promesses selon le parti, le thème et le sous-thème. Les engagements sont mis à jour régulièrement, en fonction des annonces. Si un parti n'a pas annoncé d'engagement pour une catégorie, il ne sera pas affiché.

LOGEMENT ACCÈS À LA PROPRIÉTÉ



Coalition avenir Québec

Le parti propose un crédit d'impôt pour les premiers acheteurs de maison pouvant atteindre 7000 \$. Cette mesure s'appliquerait tant aux propriétés neuves qu'à celles déjà existantes.



Parti libéral du Québec

Le PLQ mettrait fin au remboursement de la « taxe de bienvenue » pour les premiers acheteurs. Les libéraux rembourseraient plutôt 36 % de la TVQ sur l'achat d'habitations neuves de 500 000 \$ ou moins (un maximum de 10 000 \$ pour un condo ou une maison, et 30 000 \$ pour un plex).



Québec solidaire

Le parti s'engage à inclure 100% du gain en capital immobilier dans le revenu imposable et aiderait les premiers acheteurs en finançant jusqu'à 15 % de la valeur d'une maison neuve ou 5 % d'une maison existante (maximum de 50 000 \$).

ITINERANCE



Parti québécois

Le PQ s'engage à réduire de moitié le nombre de personnes itinérantes au Québec d'ici 2030, en augmentant l'offre de logements sociaux avec soutien communautaire. Pour éviter la judiciarisation des personnes en situation d'itinérance, le PQ préconise une modernisation de la Loi sur l'assistance sociale et le renforcement du soutien en santé et toxicomanie. Comme tous les partis, le PQ promet de tenir un sommet sur l'itinérance en 2027.



Parti conservateur du Québec

Comme tous les partis, le PCQ promet de tenir un sommet sur l'itinérance en 2027. Le parti promet de former 125 nouveaux médecins communautaires chaque année et d'injecter 350 M\$ pour créer une nouvelle branche de la médecine familiale centrée sur les familles (DPJ), l'itinérance, la santé psychologique, la dépendance

COÛT DE LA VIE INFLATION



Coalition avenir Québec

La CAQ renouvelerait la loi adoptée qui limite à l'inflation ou à un maximum de 3 % les augmentations tarifaires imposées pour des services publics (permis de conduire à la SAAQ, tarifs des CPE, frais d'hébergement en CHSLD, etc.).



Québec solidaire

Le parti augmenterait le salaire minimum à 20 \$ par heure dès le 1er mai 2027 et l'indexerait à l'inflation les années suivantes. Il gèlerait aussi les hausses de loyer à l'inflation. QS abolirait la TVQ sur les biens usagés.



Parti québécois

Le PQ interdirait la tarification de surveillance dans les épiceries et abolirait la TVQ sur tous les biens usagés. Le parti renverserait l'abolition de la TVQ sur certains produits d'épicerie et investirait cet argent dans des organismes d'aide et de sécurité alimentaire. Le PQ réduirait de moitié la TVQ sur l'essence durant au moins 1 an (7 ¢ le litre à la pompe) et offrirait un remboursement annuel de 125 \$ à ceux avec un revenu de moins de 40 000 \$.

Élections (suite)

FINANCES PUBLIQUES GESTION DE L'ÉTAT



Coalition avenir Québec

La CAQ promet de retourner à l'équilibre budgétaire en 2029-2030. Les caquistes aboliraient 2900 postes supplémentaires de fonctionnaires d'ici 2029 grâce à des départs à la retraite, sans toutefois toucher à la santé, à l'éducation et à l'enseignement supérieur. Une équipe serait consacrée à l'efficacité de l'État.



Québec solidaire

QS promet de mettre en place un mode de scrutin proportionnel mixte et de lancer des référendums d'initiative populaire.



Parti québécois

Le PQ s'engage à réduire la taille de l'État québécois de 2,5 % en réduisant la bureaucratie et en supprimant des postes dans la fonction publique, sans procéder à des licenciements. Le parti créerait un secrétariat à l'efficacité de l'État, chargé d'examiner l'ensemble des lois et des règlements.

DETTE



Parti libéral du Québec

Le PLQ promet d'atteindre le déficit zéro en 2029-2030. Pour y arriver, il mettrait fin au remboursement de la « taxe de bienvenue » pour les premiers acheteurs et rétablirait la taxe de vente sur certains produits alimentaires. Le PLQ limiterait les dépenses de portefeuilles à 1 % en 2028-2029 et en 2029-2030. Les dépenses en santé seraient toutefois maintenues à 5 % en moyenne et à plus de 3 % pour l'éducation.



Québec solidaire

Québec solidaire promet un retour à l'équilibre budgétaire d'ici trois ans.



Parti conservateur du Québec

Le PCQ s'engage à un retour à l'équilibre budgétaire en quatre ans, notamment en plafonnant la croissance des dépenses à l'inflation et à la croissance démographique et en abolissant le Fonds vert.

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX ACCÈS AUX SOINS



Coalition avenir Québec

Pour les chirurgies orthopédiques et plastiques, un patient serait redirigé vers un établissement public d'une autre région après 6 mois d'attente (au lieu de 9) ou vers le privé après 9 mois d'attente (au lieu de 12).



Parti libéral du Québec

Le parti déposerait un projet de loi visant à permettre aux personnes handicapées de quitter les CHSLD pour vivre à domicile et de bonifier les services de soins à domicile (700 M\$ sur quatre ans). Le PLQ promet un accès universel à une plateforme de télésanté sans rendez-vous et s'engage à réviser les critères du crédit d'impôt pour personnes proches aidantes.



Québec solidaire

Québec solidaire, qui s'oppose à la privatisation du réseau, créerait 400 points d'accès à la première ligne dans tout le Québec; les CLSC seront la porte d'entrée du système de santé. QS inclurait dans la couverture de la RAMQ le remboursement de dispositifs médicaux essentiels (aide à la mobilité, prothèses auditives) pour les personnes de 65 ans et plus.



Parti québécois

Le PQ s'engage à augmenter de 50 % le budget consacré aux soins à domicile (1,3 G\$ de plus sur 4 ans). Il ajouterait une aide financière de 10 000 \$ pour la transformation d'une propriété en maison intergénérationnelle et un accès plus facile au crédit d'impôt pour le maintien à domicile.



Parti conservateur du Québec

Sous les conservateurs, un Québécois pourrait utiliser sa carte d'assurance maladie pour obtenir, sans frais supplémentaires, un traitement au privé s'il ne peut pas être soigné au public dans un délai raisonnable.

NOMINATIONS du conseil des ministres

Ministère de l’Immigration, de la Francisation et de l’Intégration

Mme Zoubida Abdelkader est nommée de nouveau sous-ministre adjointe au ministère de l’Immigration, de la Francisation et de l’Intégration.

Société québécoise des infrastructures

M. Mathieu Leclerc est nommé, vice-président de la Société québécoise des infrastructures. M. Leclerc est directeur général de la gestion de projets du parc immobilier clients de cette société.

Ministère des Transports et de la Mobilité durable

Mme Valérie Maltais est nommée, à compter du 20 juillet 2026, sous-ministre du ministère des Transports et de la Mobilité durable. Mme Maltais est sous-ministre adjointe à ce ministère.

Ministère de l’Éducation

M. Stéphane Armanda est nommé, sous-ministre adjoint au ministère de l’Éducation. M. Armanda est sous-ministre adjoint au ministère de l’Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.

Agence du revenu du Québec

M. Luc Moisan est nommé, à compter du 3 septembre 2026, vice-président de l’Agence du revenu du Québec

Institut national de santé publique du Québec

M. Éric Goyer est nommé, membre du conseil d’administration et président-directeur général par intérim de l’Institut national de santé publique du Québec.

Société de l’assurance automobile du Québec

M. Jean Villeneuve est nommé, à compter du 6 juillet 2026, vice-président de la Société de l’assurance automobile du Québec

Ministère des Relations internationales et de la Francophonie

M. Oumar Diallo est nommé, à compter du 13 juillet 2026, délégué général du Québec à Dakar au Sénégal

Bureau d’audiences publiques sur l’environnement

M. Michel Germain est nommé membre additionnel à temps partiel du Bureau d’audiences publiques sur l’environnement.

Mobilité Infra Québec

Mme Marie-Élisabeth O’Neill est nommée, à compter du 9 juillet 2026, vice-présidente de Mobilité Infra Québec

Régie des alcools, des courses et des jeux

Mme Louise Vien est nommée de nouveau régisseuse et vice-présidente de la Régie des alcools, des courses et des jeux.

Régie du bâtiment du Québec

Mme Silvia Cristina Garcia est nommée de nouveau vice-présidente de la Régie du bâtiment du Québec.

Société du Plan Nord

M. Patrick Beauchesne est nommé de nouveau président-directeur général de la Société du Plan Nord.

Ministère des Relations internationales et de la Francophonie

M. Pierre Bouchard est nommé, à compter du 7 août 2026, délégué du Québec à Boston, aux États-Unis.

Ministère des Ressources naturelles et des Forêts

Mme Caroline Drouin est nommée, à compter du 27 juillet 2026, sous-ministre associée aux services à la gestion au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.

Société de l’assurance automobile du Québec

M. Michel Léveillé est nommé, vice-président relations publiques et clientèle de la Société de l’assurance automobile du Québec. M. Léveillé est secrétaire général associé au ministère du Conseil exécutif.



Obtenez de meilleurs prix
grâce au groupe
de l’AEGQ dès maintenant.

Demandez votre soumission

877-883-7767

essor.ca

Traiter avec l’un de nos courtiers,
c’est payant pour vous!



Assurance
automobile



Assurance
habitation



Assurance
véhicule de loisir

Membres de l'AEGQ

Changez pour une protection dégâts d'eau pensée pour vous. Changez pour Beneva.

Notre assurance habitation comprend une protection dégâts d'eau avec...

- une base solide
- des options à la carte
- des montants qui rassurent

Demandez une soumission
beneva.ca
1 855 747-7712



beneva

Les assurances de dommages sont souscrites par Société d'assurance Beneva inc. et distribuées par Beneva inc., agence en assurances de dommages et ses partenaires autorisés. En tout temps, seul le contrat d'assurance précise les clauses et modalités relatives à nos protections. Certaines conditions et exclusions s'appliquent. | © Beneva inc. 2026 ^{MD} Le nom et le logo Beneva sont des marques de commerce de Groupe Beneva inc. utilisées sous licence.

UNE TENDANCE LOURDE : LA VENTE SANS GARANTIE LÉGALE DE QUALITÉ



L'immobilier.
Ma passion. Mes résultats. Ma signature.

LB LOUISE
BRISSON
b.a.géog. courtier immobilier inc.

Au Québec, la garantie légale est prévue par le Code civil. Elle s'applique automatiquement à toute vente immobilière, sauf si le contrat l'exclut expressément.

Or, nous observons dans les dernières années une augmentation marquée des ventes sans garantie légale de qualité. Selon l'économiste principale de l'association professionnelle des courtiers immobilier du Québec, l'APCIQ, 44 % des ventes résidentielles au Québec se font maintenant sans garantie légale alors qu'en 2011, ce pourcentage n'était que de 12 %. Qu'est-ce qui explique une telle augmentation ? En grande partie la crainte chez les vendeurs de poursuites en vices cachés et des facteurs structurels tels que le vieillissement de la population et le parc immobilier vieillissant.

Mais cela retire-t-il toutes les obligations du vendeur ? Et quels sont les risques pour l'acheteur ?

DE QUOI PARLE-T-ON ?

Ici, il est question de la « vente sans garantie légale de qualité aux risques et périls de l'acheteur ». Cela ne concerne pas l'autre volet de la garantie légale, la garantie du droit de propriété, laquelle assure que le vendeur est bien propriétaire du bien et qu'il n'existe pas de charges non déclarées.

L'exclusion de la garantie légale de qualité implique que l'acheteur ne pourra pas revenir contre l'ancien propriétaire, i.e. qu'il ne pourra plus exercer aucun recours contre un vice caché « inconnu » du vendeur lors de la vente. Mais par contre, si l'ancien propriétaire connaissait le problème, l'acheteur pourrait revenir contre lui, car un vendeur est dans l'obligation de déclarer tout problème « connu » sur sa propriété.

Concrètement, si un acheteur achète une propriété sans garantie légale et découvre six mois plus tard un problème de fondation qui existait avant la vente, celui-ci ne pourra pas poursuivre le vendeur pour obtenir réparation.

C'est donc l'acheteur qui assume les risques éventuels de tout défaut non apparent.

LES RISQUES POUR L'ACHETEUR

Lorsque la garantie légale est exclue, l'acheteur accepte essentiellement l'immeuble dans l'état où il se trouve et il assume beaucoup plus de risques si un vice caché est découvert après la transaction. Il lui sera donc impossible de poursuivre le vendeur pour un problème de vice caché à moins que le vendeur l'ait volontairement caché.

Ce choix cependant a un coût. En d'autres termes, l'état de la propriété est tellement important que si l'acheteur l'avait connu il n'aurait peut-être pas acheté l'immeuble ou encore il n'aurait pas payé le même prix.

L'impact de cette mention lors d'un achat est que la propriété se vend généralement moins cher. Les analystes mentionnent un écart de 8 à 10 %. Cependant, dans le marché actuel où on accuse une rareté de propriétés à vendre, la vente sans garantie légale n'a pas réellement d'impact sur le prix. Par ailleurs, la résidence unifamiliale est plus impactée qu'un condo, où, dans ce dernier cas, l'impact est négligeable.

LES CAS QUI JUSTIFIENT L'EXCLUSION

Les situations suivantes sont celles où se justifie davantage l'exclusion de la garantie légale :

- 1- Les successions : les liquidateurs ou les héritiers n'ayant parfois jamais habité la propriété, ils connaissent donc moins bien son historique et ne peuvent témoigner de son état réel. On ne peut donc pas leur demander de garantir quelque chose qu'ils ignorent.
- 2- Les reprises de finance et les faillites : même chose, le vendeur a une connaissance limitée de l'immeuble.
- 3- Les personnes âgées, en perte d'autonomie ou limitées : il va de soi que les informations sur la propriété peuvent être très discutables.
- 4- Une propriété très âgée et en mauvais état, destinée à être rénovée ou démolie.
- 5- Les propriétaires de plex qui n'ont jamais habité l'immeuble.
- 6- Un acheteur ayant acheté l'immeuble sans garantie et qui reproduit le même pattern

lors de la revente.

Cependant, il faudrait se questionner sur une situation de ce type : un couple de 45 ans qui vend leur maison qu'ils habitent depuis 10 ans et qui excluent la garantie légale alors qu'ils ont fait l'achat avec la garantie !

QUE FAIRE POUR SE PROTÉGER ?

Contrairement à ce que croient certains vendeurs, vendre sans garantie légale ne retire pas toutes les obligations du vendeur et ne lui donne jamais le droit de cacher un problème qu'il connaît.

Le vendeur reste tenu de déclarer honnêtement ce qu'il sait de la propriété et la déclaration du vendeur, obligatoire, est l'outil par excellence pour tout divulguer.

Du point de vue de l'acheteur, une vente sans garantie légale ne veut pas automatiquement dire qu'il y a un problème avec la propriété. C'est à l'acheteur d'agir en connaissance de cause et de faire ses vérifications diligentes, par une inspection rigoureuse et un questionnement soutenu. S'il est possible, négocier le prix en conséquence pour s'assurer de payer le juste prix : par expérience, en tant que courtier, un bon dossier et de bons arguments peuvent être payants.

EN CONCLUSION

L'acheteur doit se protéger en achetant un bien sans garantie légale. En premier lieu, une bonne inspection. S'il y a un doute, on peut faire appel à des spécialistes selon le problème : ingénieur, expert en fondations, spécialiste en toiture, drain, qualité de l'eau, etc. En plus de bien lire la déclaration du vendeur, demander les documents disponibles : anciennes factures, anciens rapports d'inspection, travaux effectués, permis, etc.

Se rappeler également, qu'en se faisant accompagner par un courtier immobilier, celui-ci apportera un éclairage additionnel et un support indéniable au niveau des connaissances, de son expertise et de la sécurité de la transaction.

Louise Brisson
L'immobilier.
Ma passion. Mes résultats. Ma signature.
418.653.5353



RE/MAX FORTIN, DELAGE
Agence immobilière
Franchisé indépendant et autonome
de RE/MAX Québec inc.

brissonlouise@videotron.ca
louisebrisson.com

© Toute reproduction, duplication, diffusion, distribution de cet article est STRICTEMENT INTERDIT et représente une violation de la Loi fédérale régissant les droits d'auteur.

L'adolescence dure jusqu'à 24 ans ? Incertain

L'adolescence dure-t-elle jusqu'à 24 ans ? Ces dernières années, l'hypothèse a fait son chemin dans la culture populaire. Le Détecteur de rumeurs s'est demandé s'il était temps de revoir la définition traditionnelle.

L'adolescence est une étape du développement du corps et du cerveau au cours de laquelle les enfants deviennent progressivement adultes —physiquement, hormonalement et socialement. Selon la Société canadienne de pédiatrie, « l'adolescence commence avec le début de la puberté physiologiquement normale et se termine lorsque l'identité et le comportement d'un adulte sont acceptés ». Ce qui correspond à peu près à la période comprise entre 10 et 19 ans, une définition également conforme à celle de l'Organisation mondiale de la santé.

En 2016, une « commission » encadrée par la prestigieuse revue britannique The Lancet a publié un long document sur la santé et le bien-être des adolescents. Le prétexte de cette commission était que les adolescents sont confrontés à des changements sociaux, économiques et culturels sans précédent, et qu'ils exigent désormais plus d'attention et d'action. Dans cette publication, les chercheurs australiens proposaient que les individus de 10 à 24 ans soient à présent intégrés dans une définition élargie de l'adolescence.

Si ces chercheurs n'étaient pas les premiers à proposer une telle définition élargie, l'ampleur du travail a provoqué suffisamment de débats pour qu'en 2018, certains des auteurs publient The age of adolescence, un article d'opinion où ils reviennent sur les raisons justifiant à leurs yeux une nouvelle définition. « L'adolescence englobe des éléments de croissance biologique et des transitions de rôles sociaux majeurs, qui ont tous deux changés au cours du siècle dernier. » Autrement dit, les auteurs suggèrent d'élargir la portée du mot « adolescence ».

Cela leur a valu des réponses positives et négatives ; parmi les critiques, on ne voit pas de « valeur ajoutée » à une telle redéfinition, et plutôt un risque d'introduire davantage de « confusion ». Pour ces critiques, la redéfinition sémantique n'est pas utile puisqu'il est possible de parler de « jeunes adultes » pour la période de début vingtaine. Le débat est donc davantage sémantique que biologique.

Le début de l'adolescence

Pour ce qui est de l'entrée dans l'adolescence, la chose ne fait pas débat, c'est la puberté qui l'annonce. Ou plus précisément, l'activation de la fonction hypothalamo-hypophysogonadique qui entraîne la production de testostérone chez les garçons et d'œstrogènes chez

les filles.

Selon une étude qui est remontée jusqu'aux temps préhistoriques, l'âge dit de la ménarche, c'est-à-dire des premières menstruations, n'a d'ailleurs pas toujours été le même. Ainsi, peu après la révolution industrielle du 18^e siècle, la ménarche survenait entre 15 et 16 ans. Un âge plus tardif attribué aux conditions de vie détériorées. Dans la seconde moitié du 20^e siècle, dans les pays industrialisés, l'âge de la ménarche a diminué jusqu'à 12-13 ans, du fait de l'amélioration des conditions socio-économiques. Un âge qui, du coup, se rapprocherait de ce qu'il était il y a quelques milliers d'années: entre 7 et 13 ans, alors que, rappellent les auteurs, l'espérance de vie était beaucoup plus courte. À l'heure actuelle, dans les pays développés, cette tendance à la baisse semble ralentir ou se stabiliser.

La fin de l'adolescence

Mais c'est à l'autre bout du spectre qu'on est confronté — et depuis longtemps — à des critères plus subjectifs ou plus difficiles à mesurer. Ce sont souvent des jalons sociaux comme l'achèvement de l'éducation, le mariage ou la parentalité, qui marquent, d'une culture à l'autre, la fin de l'adolescence. Et selon les auteurs australiens, dans tous les pays, à des degrés divers, la phase de semi-dépendance qui caractérise l'adolescence en tant que construction sociale, s'est étendue. Dans de nombreux pays européens par exemple, l'âge du premier mariage dépasse maintenant 30 ans.

« Il existe aussi des critères biologiques, plus objectifs », note Miriam Beauchamp, neuropsychologue et professeure au département de psychologie de l'Université de Montréal. « Par exemple, la structure et les connexions du cerveau continuent de se développer dans certaines régions jusqu'à la vingtaine. »

« Notre travail, explique en entrevue l'une des membres de l'équipe australienne, Susan Sawyer, a apporté « une plus grande appréciation de la complexité et de la continuité du développement jusqu'à 24 ans », mais il ne doit pas être compris comme le mot de la fin « pour changer la définition formelle de l'adolescence ». « Mon sentiment » est plutôt qu'il aidera « les agences des Nations Unies à mieux comprendre l'importance du groupe d'âge des 10-24 ans » et leurs besoins en santé dans la nouvelle décennie. »

Les articles du Détecteur de rumeurs sont rédigés par des journalistes scientifiques de l'Agence Science-Presse. Les Fonds de recherche du Québec et le Bureau de coopération interuniversitaire sont partenaires du Détecteur de rumeurs.

Quoi faire l'automne au Québec ?

Si je devais choisir une saison représentative du Québec, je choiserais l'automne et le spectacle merveilleux de la flambée des couleurs. Quoi que je choiserais peut être la neige et ses paysages féériques, ou encore l'été et tous ses festivals...

Non clairement je ne suis pas capable de trancher, mais l'automne a toujours été spécial à mes yeux. Ce moment suspendu qui sonne la fin de l'été, le retour des bottes de pluies et des écharpes, les premiers feux de cheminée dans les chalets, le pumpkin spice latte everywhere ! On dit souvent qu'au Canada il n'y a que deux saisons : l'hiver et l'été. Il a beau être express (quelques semaines) l'automne sait se faire remarquer, notamment grâce à Halloween fêté en grande pompe ici en Amérique du Nord.

Voici quelques activités incontournables à vivre durant l'automne au Québec

Cueillir des pommes dans un verger

Véritable activité familiale et fédératrice, les québécois pratiquent l'auto-cueillette de pommes dans les nombreux vergers de la région. C'est l'occasion de faire le plein de ce fruit et de l'agrémenter à toutes les sauces pendant des semaines : compotes, tartes, croustades, à croquer...

Faire une randonnée en nature et profiter des couleurs

Si tu ne vas pas voir les couleurs flamboyantes et merveilleuses de la nature québécoise, t'as clairement raté la saison ! Si en plus tu habites ici, tu n'as AUCUNE excuse. Je ne me remets toujours pas du spectacle que j'ai vu. Le rougissement des arbres commence à la mi-septembre jusque début novembre. Choisis bien ton coin car les sapins et certains arbres resteront verts peu importe la période...

Se détendre au SPA

Rien de mieux pour se redonner de l'énergie, car l'automne c'est aussi les baisses de températures d'un coup, les rhumes qui arrivent sans prévenir. Tu pars le matin sans ton manteau, tu perds 10 degrés dans la journée et tu prends froid. En plus de passer un moment de détente absolu, tu recharges les batteries et les forces immunitaires de ton corps pour le préparer à l'hiver. Une bonne idée pour les jours de pluie!

Vibrer avec les Canadiens de Montréal

Parfois je me demande comment font les québécois pour survivre pendant les cinq mois de saison morte sans hockey tellement leur attachement à l'équipe des Canadiens est fort ! L'invasion des chandails bleu, blanc et rouge (non ce n'est malheureusement pas les Alouettes ou l'équipe de France...) et la ligne orange du métro bondée à 22h te rappelle que les games sont de retour au Centre Bell. Alors pourquoi pas assister au plus canadien de tous les

sports et voir des gars se taper sur la gueule en patins et finir punis sur un banc pendant 2 minutes ? Oui c'est la seule chose que je retiens du hockey, don't judge me!

Dormir dans un éco-gîte

On dit d'un éco-gîte, un hébergement touristique destiné à limiter son impact sur l'environnement. Un lieu privilégiant les énergies renouvelables, favorisant le développement durable, réduisant au maximum la production de déchets et veillant à une consommation faible de différentes ressources. Chalet, cabane dans les arbres, hébergement insolite je suis sûre que tu as un endroit en tête qui illustre ce thème. Ce n'est pas le nombre qui manque ici au Québec, mais alors pourquoi en automne ? Certains éco-gîtes n'ont ni chauffage, ni électricité ; offre toi une pause zen et nature avant qu'il fasse trop froid et que la nuit ne tombe trop tôt.

S'inspirer aux marchés publics

Impossible de louper la visite au marché Atwater de tous les Montréalais que tu suis sur Instagram. Et oui les citrouilles, courges et autres légumes colorés et savoureux parfaits pour faire des soupes sont de sortie ! C'est d'ailleurs assez intéressants d'observer les étales des producteurs et vendeurs des marchés publics. Rien de plus flagrant que les récoltes et denrées disponibles pour prendre conscience que l'été est fini. D'ailleurs Jean-Talon et Atwater ne sont pas les seuls marchés publics de Montréal, essaie celui de Maisonneuve ou le kiosque du Mont-Royal pour changer.

Découvrir des restaurants de son quartier

Avec plus de 150 restaurants participants à MTLàTable, pas de quoi culpabiliser de ne pas avoir envie de cuisiner mais plutôt courir se faire plaisir. À 35 \$, 45 \$, 55 \$ ou à 75 \$ le menu de trois ou quatre services, le craquage est maîtrisé, surtout l'option brunch de fin de semaine à 17 \$. L'initiative dure 10 jours du 3 au 13 novembre, une invitation à déguster la diversité et la qualité des produits régionaux.

Participer aux vendanges

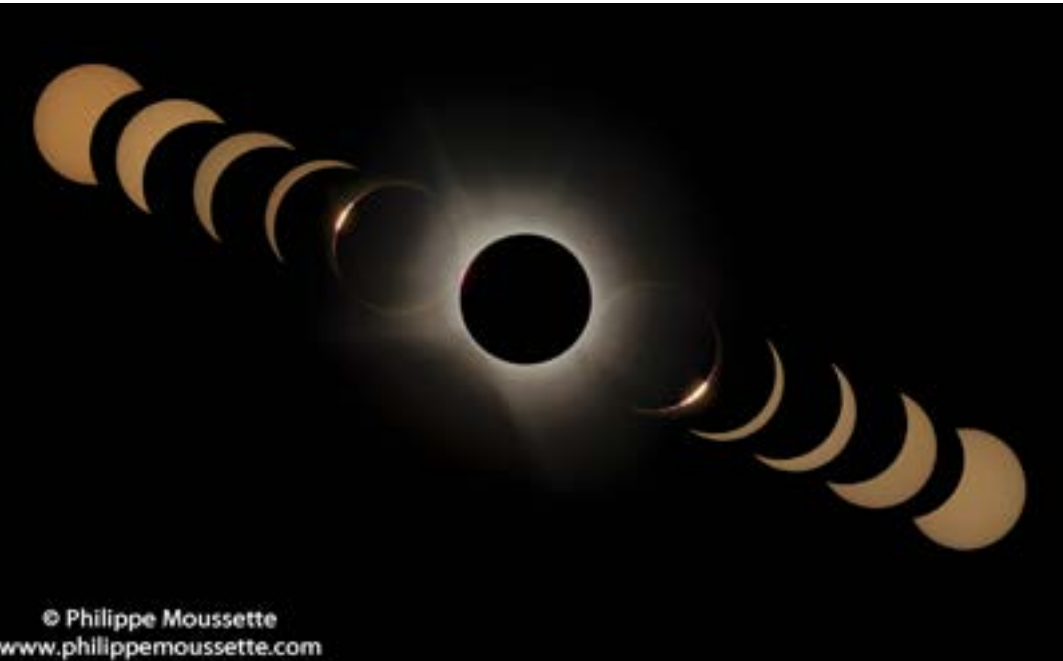
RDV dans le coin des Cantons-De-L'Est, sur la Route des Vins, ou du côté des Laurentides pour cette expérience semblable aux vendanges françaises. Les récoltes se font un peu plus tard de septembre à octobre. C'est l'occasion de partir à la rencontre des vignobles québécois qui seront fiers de te montrer leur savoir faire et (essayer de) te convaincre que leur vin est aussi bon que celui de notre lointain pays. Les journées au milieu des vignes sont souvent synonyme de festins sous forme de pique-nique, de dégustations et d'activités gourmandes. À ne pas manquer!



Éclipse totale du soleil — 12 août 2026



Éclipse partielle de lune — 28 août 2026



Chronique linguistique

Les capsules linguistiques *Tirer la langue* portent sur l'origine des mots, sur la transformation et les variétés régionales de la langue française au Québec et ailleurs dans la francophonie, de même que sur l'application des normes lexicales et des règles grammaticales en français standard contemporain.



Par Denis Robichaud, retraité du Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion

Tirer la langue Du bout des lèvres

Les **lèvres**. Bien sûr, elles servent à embrasser. Mais aussi à boire, auquel cas, elles doivent être trempées. À écouter, en s'y suspendant avec exaltation. Parce qu'elles traduisent toutes sortes de sentiments. L'attente, l'inquiétude ou le regret; pour cela mordillez la lèvre inférieure. L'incertitude, en fripant la lèvre supérieure. La peur, la colère, l'indignation, le désarroi; il suffit de les faire trembler ou de se les mordre. Le dépit, le dégoût, l'ironie, l'amusement, par l'ambiguïté des plis.

Le mot est issu du latin *labra*, pluriel neutre de *labrum* « lèvre, bord ». Elles viennent par deux, désignant chacune des parties charnues et colorées qui bordent l'extérieur de la bouche (ou de la gueule des animaux) et qui, chez l'être humain, s'aminçissent pour se joindre aux commissures : **lèvres rouges, lèvres bleues, lèvres gonflées, lèvres mouillées, lèvres gercées**.

En anatomie, elles décrivent le relief allongé à deux versants qui borne un orifice ou une gouttière : **lèvres anales, lèvre du fémur**. Le repli cutané qui borde de chaque côté le vestibule de la vulve : **grandes lèvres, petites lèvres**.

Siège de mimiques expressives par leurs formes ou leurs mouvements, elles révèlent un caractère, un état physique ou affectif : **lèvres ardentes**, brûlantes, dédaigneuses, gourmandes, moqueuses, rieuses, entrouvertes, frémissantes, tremblantes. Inspirant une phraséologie foisonnante : **avoir le sourire aux lèvres**, manifester sa joie, sa satisfaction; **se lécher les lèvres** en signe de plaisir ou de gourmandise; **s'en mordre les lèvres**, se repentir; **pincer les lèvres**, par dégoût, dépit, réprobation; **avoir le cœur sur les lèvres**, être près de vomir; **manger (ou boire) du bout des lèvres**, sans appétit; **poser un doigt sur ses lèvres**, demander le silence; **lire sur les lèvres**, deviner les propos; **du bout des lèvres**, avec réticence; **être sur toutes les lèvres**, être le sujet de toutes les conversations.

DEVOIR

Quel mot, vieilli ou littéraire, désigne une lèvre inférieure anormalement gonflée et proéminente?

Li _ _ _.

RÉPONSE

<http://www.tirer-la-langue.com/>



Mitsubishi Outlander PHEV 2026

Une évolution ciblée

L'Outlander PHEV n'est plus une nouveauté dans le paysage automobile. Sa formule demeure néanmoins pertinente : rouler à l'électricité pour les déplacements quotidiens, tout en conservant un moteur à essence pour les trajets plus longs. Pour 2026, Mitsubishi ne bouleverse pas son VUS hybride rechargeable. Il lui apporte plutôt une série de retouches, dont une batterie de plus grande capacité qui augmente sensiblement son autonomie électrique.

Améliorations subtiles

Il faut connaître l'Outlander pour repérer les changements au premier coup d'œil. La calandre et le pare-chocs avant ont été légèrement revus, de nouvelles roues sont proposées et les feux arrière adoptent une apparence plus sombre. Aucun de ces changements ne transforme vraiment sa silhouette. L'Outlander conserve ses proportions carrées et son allure plutôt massive. Son style commence d'ailleurs à accuser son âge face à une nouvelle génération comme celle du Toyota RAV4.

Habitacle soigné

Les changements les plus visibles se trouvent dans l'habitacle. C'est aussi l'un des aspects les plus réussis. Dans la version GT S-AWC essayée, la finition est soignée. Le cuir matelassé des sièges et des garnitures de porte, les surpiqûres sur le tableau de bord et le choix des matériaux donnent à l'ensemble une présentation assez chic, sans tomber dans l'excès.

Le dégagement pour la tête et les jambes est excellent à l'avant et très généreux à la deuxième rangée, même pour les personnes de grande taille. Il est facile de trouver une bonne position de conduite et les principales commandes tombent bien sous la main. Mitsubishi conserve plusieurs boutons physiques pour les fonctions courantes, ce qui simplifie leur utilisation et évite de devoir passer par l'écran pour chaque réglage. L'écran central, maintenant de 12,3 pouces, est plus facile à consulter et à utiliser. L'instrumentation numérique de même dimension est également claire et facile à lire.

La troisième rangée demeure davantage une solution de dépannage qu'une véritable rangée pour adultes. L'accès est étroit et l'espace limité. Dans la vraie vie, l'Outlander reste surtout un cinq places auquel on a ajouté deux sièges occasionnels.

Plus loin en mode électrique

Le changement le plus significatif loge sous le plancher. La batterie passe de 20 à 22,7 kWh. Selon Ressources naturelles Canada, l'autonomie électrique passe de 61 à 72 km. Onze kilomètres de plus, ce n'est pas spectaculaire, mais cette différence compte dans un hybride rechargeable destiné en bonne partie aux déplacements quotidiens. Comme pour tous les véhicules électrifiés, cette autonomie peut toutefois diminuer sensiblement par temps froid.

La puissance combinée atteint maintenant 297 chevaux. La nouvelle batterie ne sert pas seulement à augmenter l'autonomie. Sa puissance de sortie accrue permet aussi au système de compter davantage sur les moteurs électriques, notamment lors des accélérations. Une fois la batterie épuisée, le véhicule affiche 8,6 L/100 km, par rapport à 9,0 L/100 km auparavant. C'est un progrès, mais l'Outlander ne devient pas pour autant une référence d'efficacité. Le Toyota RAV4 PHEV 2026 annonce 85 km d'autonomie électrique et 5,9 L/100 km lorsque sa batterie est déchargée. Plus directement comparable par son aménagement à trois rangées, le Kia Sorento PHEV offre pour sa part 55 km d'autonomie électrique et affiche 6,9 L/100 km une fois la réserve électrique épuisée.

Confort avant tout

Mitsubishi a revu la suspension et la direction. Le résultat demeure pourtant assez fidèle au caractère que je connaissais déjà. L'Outlander est stable, silencieux et confortable, mais il ne procure pas beaucoup de sensations au conducteur. La direction reste légère et peu communicative. On conduit ce VUS facilement, mais



sans vraiment avoir envie de prolonger la route pour le plaisir. Le système S-AWC livré de série contribue à la stabilité du véhicule. Le fonctionnement électrique participe également à l'agrément général par son silence et sa douceur.

L'Outlander PHEV 2026 évolue donc sans changer de personnalité. Son autonomie électrique accrue, son habitacle soigné et son confort demeurent ses principaux atouts. Sa consommation une fois la batterie épuisée reste toutefois élevée face à certains concurrents, tandis que son comportement routier manque toujours un peu de caractère. Il conserve néanmoins de bons arguments, notamment son rouage intégral et une garantie de 10 ans ou 160 000 km sur le groupe motopropulseur et la batterie.

Mitsubishi Outlander PHEV 2026

Prix de départ : 49 998 \$ (ES S-AWC)

Prix de la version essayée : 60 598 \$ (GT S-AWC)

Autonomie électrique (Ressources naturelles Canada) :
72 kilomètres

Concurrence principale : Kia Sorento PHEV, Kia Sportage PHEV, Hyundai Tucson PHEV, Mazda CX-70/CX-90 PHEV, Toyota RAV4 PHEV